

André Flahaut : « On est trop confiants »

Le nouveau ministre du Budget de la Communauté française s'exprime ouvertement dans un entretien au *Soir*. Il met en garde les francophones contre la N-VA. Ses propos vis-à-vis de la suédoise sont sans ambiguïté : « J'ai peur parce que les francophones seront minori-

sés. Il leur manque 12 sièges sur 63. Ça veut dire que vous êtes vraiment minoritaires, alors que vous êtes déjà minoritaires dans l'assemblée. Tous les mécanismes qui existent n'arriveront pas à bloquer un processus. » Et il ajoute : « On est trop confiants. Il ne faut pas être paranos. Mais il y a un moment où il faut montrer

qu'on est forts aussi. Sur le plan socio-économique, je pense qu'on va prendre une série de mesures très dures très vite. »

La solution d'une « entrée en résistance » des socialistes a ses faveurs : « On peut avoir une opposition gratuite, s'opposer pour s'opposer. Ce n'est pas ça qu'il faut faire. Il faut

démonter les incohérences, les mensonges, le non-respect de la parole et les risques. Mais cela impliquera énormément de contacts sur le terrain, pour expliquer, de manière très pédagogique. Il y a moyen de faire une opposition qui n'est pas virulente mais beaucoup plus efficace. » ■

« J'ai peur que les francophones soient otages de la suédoise »

André Flahaut, le nouveau ministre du Budget de la Communauté française, met en garde contre la N-VA

- « Un ministre peut faire du communautaire tout seul, dans ses attributions. »
- « Les francophones sont trop confiants. Il y a un moment où il faut montrer à l'autre qu'on est forts. »

ENTRETIEN

Son arrivée à la Communauté française n'y change rien : l'été, pour André Flahaut, n'est pas synonyme de vacances, mais de visites de terrain.

Pas de répit, donc ?

J'ai toujours pris mes nouvelles fonctions en juillet, j'en profite donc pour rencontrer les gens, visiter les lieux. Mais ce qui me fait peur, c'est qu'on ne reste pas en éveil au PS : il y a des gens qui sont en train de prendre leurs fonctions, d'autres qui sont partis en vacances. La rupture de rythme est dramatique. Si j'utilise cette période pour

avancer dans mes dossiers, ils font la même chose au fédéral. Pendant qu'on s'excitera sur les quelques files devant les écoles, ils vont avancer. Ça m'effraie.

Vous avez peur de la suédoise ?

Oui. J'ai peur parce que les francophones seront minorisés. Il leur manque 12 sièges sur 63. Ça veut dire que vous êtes vraiment minoritaire, alors que vous êtes déjà minoritaire dans l'assemblée. Tous les mécanismes qui existent n'arriveront pas à bloquer un processus. Le formateur francophone dit "nous aurons le droit de veto" ? Les autres l'ont aussi, et ils sont plus nombreux. Le conseil des ministres est paritaire et on travaille par consensus ? Oui, mais quand on a 33 + 18 + 14 députés derrière soi, ce n'est pas la même chose que quand on en a 20. Ce dont j'ai peur, c'est que ces francophones soient des otages. Des otages ! Malgré toutes les déclarations de bonnes intentions. Benoit Lutgen a

raison : le loup ne s'est pas transformé en agneau. S'ils aboutissent, ils vont construire sur un texte très vague parce que rédigé très vite. Il contiendra des principes généraux auxquels tout le monde pourrait adhérer. La note guimauve de Bart De Wever, c'était ça. Mais gare à la mise en œuvre. Je crains le pire, on veut imposer aux francophones une marche forcée.

Vous craignez quoi concrètement ?

Le programme de la N-VA est toujours là. Si Bart De Wever n'en fait rien, il n'a aucun respect pour ses électeurs et ses militants. Ou alors il est dans une démarche personnelle, et son parti suit le chef, punt aan de lijn. C'est vrai qu'ils sont très disciplinés. Je l'ai encore vu mercredi à la Chambre. Tous les députés N-VA présents en Belgique étaient là pour la prestation de serment de leurs députés suppléants. Ce qui n'était pas le cas des autres partis. Comme ancien ministre de la Défense je peux le dire, c'est un peloton !

Vous redoutez qu'ils reviennent avec la limitation dans le temps des allocations de chômage, la suppression de l'indexation automatique ?

Ça commence. Bart De Wever nous prépare : « Ce sera très dur. » Qui va aller défendre l'indexation à l'Europe ? Personne ! On utilisera l'Europe comme prétexte pour dire : « Voyez ce qu'on nous impose. »

Charles Michel dit avoir des garanties, en matière communautaire aussi...

Je n'y crois pas. Un ministre peut faire du communautaire tout seul. Je peux citer le ministre de la Défense, et les équilibres linguistiques ? Dans une série de secteurs, on peut faire du communautaire de manière très insidieuse. A la Régie des bâtiments, à la SNCB, à la Fonction publique. Le ministre peut faire les choses correctement, de manière équilibrée, mais il peut aussi faire évoluer les choses dans un sens communautaire. Le problème des francophones, c'est qu'on croit que ça n'arrivera jamais.

On est trop naïfs ?

On est trop confiants. Il ne faut pas être parano. Mais il y a un moment où il faut montrer qu'on est forts aussi. Sur le plan socio-économique, je pense qu'on va prendre une série de mesures très dures très vite : augmentation de taxes, allongement des carrières, bidouillage de l'indexation. Puis, ils pourront faire oublier ça. Autre exemple : si j'étais cheminot, je serais inquiet. Les projets de régionalisation de la SNCB sont écrits. Ils ont été discutés en 2010. Et les gens n'ont pas changé, ils sont toujours là, mais plus forts. Et comment la N-VA s'est-elle renforcée ? Avec les électeurs de l'extrême droite. Ils aspirent l'extrême droite et deviendraient tout à coup moins radicaux ? Il y a quelque chose qui n'est pas explicable. Il y a donc une hypocrisie quelque part.

Au PS, on se dit que c'est parti pour cinq ans d'opposition ?

En politique, il faut être préparé à toute éventualité. Nous restons disponibles parce que nous considérons que la meilleure manière de faire serait de poursuivre ce qui a été entamé. Mais certains ont choisi une autre voie. La vengeance est tou-

jours mauvaise conseillère. C'est dommage, il y avait d'autres formules. Mais, depuis le 25 mai, on n'a exploré qu'une seule piste. Tant Bart De Wever que Charles Michel ont mené leur mission dans une seule direction. Par obsession de mettre le PS dans l'opposition, d'avoir

le scalp d'Elio Di Rupo.

Les socialistes disent qu'ils vont entrer en résistance. Concrètement ?

On peut avoir une opposition gratuite, gueulante, s'opposer pour s'opposer. Ce n'est pas ça qu'il faut faire. Il faut démontrer les incohérences, les mensonges, le non-respect de la parole et les risques. Mais cela impliquera énormément de contacts sur le terrain, pour expliquer, de manière très pédagogique. Il y a moyen de faire une opposition qui n'est pas virulente mais beaucoup plus efficace.

Avec des majorités si différentes,

les gouvernements francophones risquent-ils d'être otages du fédéral ?

Cela peut poser certains problèmes. Mais on arriverait alors à un pays dirigé exclusivement par la majorité flamande. Ces dernières années, on a assisté à une montée en puissance de cette idée : « Nous sommes une majorité, et maintenant nous allons vous le montrer. Parce qu'au fond, vous pesez combien, vous, francophones ? » On entre dans une démarche de déséquilibre. Idem pour la concertation sociale : elle est déséquilibrée par l'attitude des patrons, totalement inédite. Ils sont dans la jouissance immédiate de voir enfin disparaître tous ces types qui ont sauvé la Sécu. Tout va aller mieux demain qu'ils disent. Mais, au fond, l'électeur de la N-VA, il veut quoi ? Moins de contrôles, moins de tracasseries administratives, plus d'argent, avoir sa maison quatre façades, son toit, sa grille, son nain de jardin idiot. C'est de l'égoïsme. Et nous ne sommes pas dans cette philosophie-là. Les francophones ne sont pas comme ça. Et tous les Flamands ne sont pas comme ça. Certains sont en train de se morfondre, notamment dans le mouvement chrétien. Qu'est-ce qu'on fait avec les vieux, les chômeurs, les malades... On laisse crever ces gens ? Quand j'entends De Wever dire : « Si vous ne payez pas vos

dettes, vous avez l'huissier ! » Et Jan Jambon, qui suggère qu'avant d'avoir ses allocations de chômage, il faut vendre sa maison.

Il a démenti.

Mais il l'a dit. On est loin, hein ! C'est ce qui va arriver si les autres partis ne savent pas se faire respecter de la N-VA. Et ils n'y arriveront pas parce qu'on leur marchera dessus. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

AMBIBANCE

Un cabinet en devenir

Mercredi, 17 h 30, place Surllet de Chokier. L'un ou l'autre membre de cabinet ministériel vient découvrir son bureau. C'est là, quasiment place Madou, que la plupart des ministres de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont leurs bureaux. Parmi eux, André Flahaut, en pleine phase de recrutement. Les piliers de l'équipe sont déjà trouvés : directeur de cabinet (et son adjoint), secrétaire de cabinet. Les autres suivront.

Pour l'heure, André Flahaut est donc bien seul dans les lieux délaissés par Fadila Laanân. L'ancienne ministre de la Culture a laissé sa provision de Chokotoff et de Mars, la télé, les meubles. Aux murs, les clous sont vides, délestés des œuvres d'art. André Flahaut a déjà trouvé ses marques et, surtout, apporté son stock de thé vert. Des petites boîtes, pleines de sachets, en provenance directe de Chine, qu'il partage avec Anne Poutrain, chef de cabinet de Paul Magnette.

L'ancien président de la Chambre parle encore beaucoup du fédéral. Pour entrer en résistance contre la suédoise qu'il appelle toujours kamikaze. Pour démontrer, exemples à l'appui, que « l'arrivée de la N-VA pourrait être lourde de conséquences pour les francophones ».

De ses nouvelles fonctions, André Flahaut ne dit pas grand-chose. Conscient que l'exercice s'annonce très difficile : déjà une centaine de millions à trouver, dans un budget figé par une série d'engagements. Mais le soldat Flahaut garde le sourire. Satisfait, à l'évidence, d'avoir retrouvé un uniforme ministériel.

V.L.A.

« Deux premières années difficiles »

La législature s'annonce difficile.

On vous a mis au budget parce que vous êtes intransigeant ?

Je ne suis pas intransigeant ! J'écoute beaucoup. Arriver de l'extérieur avec une certaine expérience, ça permet de poser les questions de manière naïve. « A quoi ça sert, pourquoi fait-on ça comme ça, pourquoi les gens sont-ils installés là ? » C'est une force.

Vous avez aussi l'expérience, l'âge, pour savoir dire non à vos collègues.

L'expérience, on ne peut pas le contester. J'ai géré la Fonction publique au fédéral,

je n'ai eu qu'une grève.

Ici, vous en aurez peut-être plus ?

Il faut dégraisser l'administration.

Il est prévu un remplacement sur cinq les deux premières années, un sur trois les suivantes. Ce ne sera pas facile. Je suis en train de rencontrer tout le monde, notamment les syndicats.

On évitera les licenciements ?

Il faut essayer de travailler sans casse. On doit atteindre l'objectif budgétaire que les négociateurs ont défini. Mais on a une certaine liberté pour y arriver. On

va chercher des pistes d'optimisation.

Je vais rencontrer les patrons des départements, des organismes d'intérêt public. Quand j'étais à la Fonction publique, j'ai fait le tour des écoles, parce qu'on cherchait des lieux pour accueillir des réfugiés. J'en ai vu des bâtiments vides ! Mais les deux premières années seront difficiles.

Vous allez tout remettre à plat ?

Exactement ! Mais je ne peux le faire qu'après avoir écouté tout le monde. Et après être allé sur le terrain. Autrement, je vais travailler à l'aveugle. ■